

Le 12 juin 2025

Il y a le feu à Lacq !

Pas moins de trois usines de biocarburants vont pousser près de Lacq (Pyrénées-Atlantiques) : e-méthanol, e-biokérozène et hydrogène. 2 milliards d'euros d'investissement, 800 emplois directs, des transports plus vert(ueux)s, une bonne nouvelle pour l'environnement ? Pas vraiment. C'est surtout une belle histoire enrobée de greenwashing autour d'un projet qui va à rebours de ce que l'on devrait faire, comme les capitalistes savent le faire.

Tout d'abord, ces usines vont consommer une somme ahurissante de ressources forestières pour alimenter... une fraction du trafic aérien, entre autres. L'un des arguments de la partie adverse est de nous assurer qu'il s'agira de bois de récupération. Cependant, dans nos secteurs industriels, nous avons vu fleurir les projets de chaudière biomasse, censés décarboner nos usines. Résultat, tout le monde se bat pour alimenter ces fameuses chaudières, nourrissant une demande en bois, de récupération ou pas.

Comment imaginer que la chaîne d'approvisionnement sera vertueuse et n'ira pas dévorer de plus en plus de ressources ? Le modèle économique semble là très optimiste. Sans compter l'ironie de détruire des puits de carbone pour alimenter des secteurs très émetteurs en carbone.

L'autre bien commun qui sera utilisé sans vergogne, c'est l'eau. Tous ces procédés de fabrication sont des procédés par électrolyse, et donc nécessitent beaucoup d'eau. Se pose la question de l'accaparement d'une ressource vitale au bénéfice de quelques uns, dans une région déjà en tension sur les ressources aquifères. Et comme les procédés industriels ne sont pas des procédés anodins, quid de la pollution ? Il ne s'agit pas juste d'« emprunter » de l'eau et de la rendre. Forts de notre retour sur la problématique PFAS, nous ne savons que trop bien la légèreté avec laquelle les industriels traitent leurs rejets.

Cela pourrait sembler paradoxal qu'un syndicat de travailleurs et travailleuses de la chimie s'oppose à un projet de production chimique. La raison est simple : à quel prix ?

2 milliards d'euros pour un projet qui ne fera que maintenir un système qui nous emmène dans le mur ? C'est très cher payé ! Pourquoi ne pas investir cette somme colossale dans le fret ferroviaire, plutôt que de fermer des milliers de kilomètres de voies ferrées ? Avec à la clé des milliers d'emplois (plus que 800 en tout cas), tout en préservant nos puits de carbone.

Le projet E-CHO n'est qu'une aberration anachronique qui doit être stoppée ! Le Collectif Forêts Vivantes Pyrénées (anciennement « Touche Pas à Ma Forêt ») mène déjà la bataille. Sud Chimie et l'Union Syndicale Solidaires soutiennent son combat et appellent à participer aux différentes initiatives proposées.

Samedi 14 juin, manifestation à Pau, départ 15h du parc Lawrance.